
Circulaire du sous-préfet de Montmédy aux maires.

Numéro d'inventaire : 1979.27522

Auteur(s) : Gérard

Type de document : imprimé divers

Éditeur : Bureau d'administration

Période de création : 1er quart 19e siècle

Date de création : 1802

Description : Feuille imprimée.

Mesures : hauteur : 223 mm ; largeur : 178 mm

Notes : Paragraphe sur le mode de rétribution des maîtres d'école.

Mots-clés : Gestion des personnels : recrutement, nominations, etc.

Filière : École primaire élémentaire

Niveau : Élémentaire

Nom du département : Meuse

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 3

Lieux : Meuse

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

Mont-médy, le 27 Nivôse an 10 de la République
Française, une et indivisible,

BUREAU

D'Administration.

Session des Conseils-municipaux des Communes.

N.º. 930.



Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Mont-médy.

Aux Citoyens Maires des Communes du même Arrondissement.

L'Article quinze de la loi du 28 pluviôse an huit, porte ; Citoyens, que le Conseil-municipal établi dans chaque Commune ; s'assemblera chaque année, le quinze pluviôse et pourra rester assemblé quinze jours ; qu'il entendra et pourra débattre le compte des recettes et dépenses municipales, qui sera rendu par le maire au Sous-préfet, lequel l'arrêtera définitivement.

Qu'il reglera le partage des affouages, pâtûres, récoltes et fruits Communs.

Qu'il reglera la répartition des travaux nécessaires à l'entretien et aux réparations des propriétés, qui sont à la charge des habitants.

Qu'il délibérera sur les besoins particuliers et locaux de la

(2)

Municipalité, sur les emprunts, sur les octrois ou contributions en centimes additionels, qui pourront être nécessaires pour subvenir à ses besoins; sur les procès qu'il conviendra d'intenter ou de soutenir pour l'exercice et la conservation des droits communs.

Je vous invite en conséquence, à convoquer le Conseil municipal de votre Commune, pour le quinze pluviôse prochain, et le prévenir que sa Session ne peut durer que quinze jours.

Je dois vous faire quelques observations sur les négligences apportées par la plupart des Maires à préparer et présenter au Conseil des matériaux nécessaires, sur lesquels il a dû délibérer dans sa Session de l'année dernière: l'arrêté du Préfet du vingt-quatre nivôse an neuf, qu'ils doivent encore aujourd'hui méditer pour en faire prochainement l'application, leur prescrivent des obligations qu'ils n'ont daigné remplir et dont ils demeurent personnellement responsables.

Il est résulté de cette insouciance que la comptabilité de leur commune est demeurée dans le désordre, les comptes arrêtés n'ont point été appurés, et les fonds communaux sont restés en des mains étrangères où journellement encore ils se repandent sans aucune garantie, puisque dans quelques communes des individus sans caractère s'immiscent de les toucher, en enlevant la gestion au receveur légal, sans craindre les peines portées par l'article douze, Section 5 du titre premier de la deuxième partie du Code pénal; ailleurs quelques comptables se sont refusés à présenter leurs comptes, parce qu'ils connoissaient les dispositions des maires à ne point les dénoncer au commissaire du gouvernement près le Tribunal civil, conformément aux articles quarante-quatre et quarante-cinq.

(3)

de la loi du onze frimaire an sept, ainsi que l'arrêté du Préfet du 21 vendémiaire en neuf, dont je vous recommande la lecture et l'entière exécution.

Vous mettrez aussi sous les yeux du Conseil, l'arrêté du Préfet du quatorze vendémiaire an neuf, relatif à la réparations des chemins vicinaux; vous aurez soin à la fin de la session, de m'informer des mesures que vous aurez prises pour rendre vos chemins viables & communications libres avec les Communes qui vous avoient.

Vous préviendrez le Conseil qu'il ne doit point, comme cela s'est pratiqué l'année dernière, bazer ses délibérations arbitrairement, que la loi seule doit être son guide.

Un objet important que vous ne devez point perdre de vue, est l'instruction publique, le Préfet de ce Département par sa lettre du neuf frimaire, me recommande particulièrement de charger les Conseils municipaux des communes de déterminer à l'avenir, la rétribution des maîtres d'écoles, sans mon approbation, c'est à dire, de traiter avec ceux-ci de la rétribution qu'ils ont à recevoir de leurs élèves, de rayer de tous les comptes, les payemens qui auroient pu leur être faits des deniers communs; au mérite de quoi, je reforme les arrêtés que j'ai pris jusqu'à présent, relatifs à la nomination des maîtres d'écoles.

Vous êtes assez dévoués par le bien public et assez attachés à vos devoirs, pour ne point me laisser l'espoir que vous vous conformerez aux dispositions de la présente et que vous m'en donnerez la certitude.

Je vous salue,

G É R A R D